

Les élus FO Énergie et Mines quittent la séance

La direction du groupe GDF SUEZ a convoqué le CCE de GDF SUEZ SA, dans des délais réduits et sans documents, afin d'informer les membres du CCE d'un partenariat stratégique avec le fonds souverain Chinois China Investment Corporation (CIC), visant à céder 30 % de la Direction Exploration Production pour 2.3 milliards d'euros.

Gérard Mestrallet est même revenu de vacances pour l'occasion.

Dés lundi, la presse (le Monde et les Échos) faisait écho à ce projet, dans ses éditions en amont du Conseil d'Administration qui s'est tenu le 9 août. Ces informations publiées avec moult détails ne peuvent être l'objet que d'une fuite organisée par l'Entreprise cherchant à regonfler le cours de bourse, alors que le cours de l'action lui, avait dévissé sur la dernière quinzaine entraînant une perte de 8 euros par action. Malheureusement, Standard and Poors est passé par là. L'effet escompté n'aura vraisemblablement pas marché.

La forme

Au-delà de l'aspect purement économique, les élus en CCE ont constaté que cette séance était non conforme et non respectueuse des prérogatives du CCE en matière d'information/consultation. Une fâcheuse habitude que commence à prendre l'Entreprise.

Le dossier

Il s'agit, dans le cadre de ce partenariat, d'engager une nouvelle filialisation, puisqu'il est prévu de basculer la DEP dans la Société GDF SUEZ EPI et de procéder par augmentation de capital pour faire entrer les chinois dans la société. N'est ce pas faire entrer le loup dans la bergerie ?

Quid du pacte d'actionnaire ?

Avec 30 % le fonds sera-t-il inactif dans les processus de décision intra groupe ?

Le constat

Après GRT Gaz, la BEE et la DSI, c'est une nouvelle étape du démantèlement du groupe GDF SUEZ par une multitude de filialisations. SUEZ recrée son model, une Holding et une multitude de filiales qui font remonter le Cash à la Tête de Groupe. La cohérence sociale est diluée, le statut des IEG et des personnels sous ce contrat de travail est appelé à disparaître dans la nébuleuse SUEZ.

C'était écrit, nous l'avions dénoncé au moment de la fusion, en informant les médias et les pouvoirs publics des effets collatéraux de cette fusion. Nous y sommes !

L'état est aujourd'hui détenteur de 34 % du Groupe, mais son inaction en matière de sauvegarde de ses intérêts et des intérêts des français est patente. A 34 % l'État a-t-il le droit d'être un sleeping partenaire ?

Quelle stratégie ?

Sur la base des infos publiées par la presse économique, le groupe devrait se désengager sur ses participations dans EFOG (ELGIN FRANKLIN) et également à Trinidad et Tobago.

Le groupe se désendette et fait remonter de la liquidité rapidement. Étrange car pour l'opération International Power on nous avait vendu l'inverse, notre trop faible endettement handicapait notre développement.

Comprenez qui pourra !

Pour l'ensemble de ces raisons nous avons quitté la séance !

NB : la CGT et la CFDT ont fait de même, seule la CFE CGC est restée en séance.